

LE PROBLEME DE L'ETAT

Le problème de l'Etat est un problème essentiel pour nous, révolutionnaires marxistes. C'est notre analyse de ce que nous appelons l'Etat qui nous conduit à envisager le dépassement de la société actuelle par des voies révolutionnaires, et non pas par de simples changements pouvant s'opérer dans le cadre des élections, même dans un pays démocratique.

Un regard actuel sur la société ne nous indique aucun blocage essentiel dans les possibilités de changement par la voie électorale, et aucun groupe d'hommes, actuellement au pouvoir ou pas ne paraît en mesure d'empêcher, dans le cadre démocratique, un changement qui serait voulu par une majorité d'électeurs. Si bien que la seule limite aux changements semble n'être que l'expression de la volonté des personnes qui se déplacent lors des élections. En clair, si la société est ce qu'elle est, si le pouvoir est ce qu'il est, il faudrait s'en prendre aux gens qui votent, ce serait là le seul fruit de leur décision.

Et pourtant, blocage il y a. Mais il n'est pas le fait d'un groupe d'hommes et c'est en bonne partie pour cela qu'on ne le voit pas comme un blocage. Ce blocage, on ne le voit à l'œuvre sous forme de blocage et de machine à préserver les inégalités sociales qu'exceptionnellement, lorsque celles-ci sont ouvertement et fondamentalement mises en cause.

En 1842, Marx seulement âgé de 24 ans et vivant sous la monarchie prussienne, pense lui aussi d'abord que l'Etat peut évoluer vers une démocratie. Il dénonce l'Etat en place comme si celui-ci avait subi l'influence des propriétaires des terres et des bois : « *la logique de l'intérêt personnel... transforme l'autorité de l'Etat en servante des propriétaires de forêts* ». Mais Marx vit dans une période féconde en mouvements sociaux, et fort des observations et des analyses qu'il en tire, nous le verrons faire avancer largement cette vision encore naïve de l'Etat : non, l'Etat n'est pas une cire molle, neutre, qui pourrait être modifiée simplement du fait des personnes qui en occupent les postes. L'Etat est une machine qui, quel que soit le personnel politique qui l'occupe, est au service de la propriété privée, et ne peut être qu'à ce service.

C'est l'exemple français qui va servir de laboratoire historique pour la compréhension de la nature de l'Etat. L'Etat que nous connaissons aujourd'hui a commencé à naître, sous une forme embryonnaire il y a des siècles, sous la monarchie. Et la monarchie, le pouvoir royal, commence à se former et se distinguer lorsqu'il devient capable d'être autre chose que le pouvoir des seigneurs en armes assurant la défense de leurs terres, du fief. La royauté va se heurter à la seule puissance jusque-là capable de donner une unité, l'Eglise, qui donne un cadre général d'organisation à l'échelle de l'Europe sur des bases religieuses.

Face à l'Eglise, le pouvoir royal sera tenté de chercher à s'allier à ce qui peut contribuer à affaiblir les pouvoirs féodaux. A partir du 11^e et du 12^e siècles, le monde féodal se désagrège avec l'extension des échanges, les foires, les villes, les métiers.

Dans les villes, les artisans et les commerçants, embryons de nouvelles classes sociales, ne sont plus rattachés au seigneur par un lien de dépendance personnel, comme l'a été durant des siècles le serf, sur la base de services réciproques. Ils ont obtenu le droit de commercer et de travailler en échange d'une taxe. C'est ainsi que l'ancienne richesse, la terre, commence à être supplantée par celle que nous connaissons aujourd'hui, celle de l'argent.

Le roi se donnera très tôt le privilège d'émettre une monnaie, seule valable sur un vaste territoire et va s'appuyer sur la bourgeoisie des villes, contre le pouvoir des nobles. L'Etat est encore peu de choses, mais il est déjà en construction. On peut dater en France des années 1630 l'apparition, pour la première fois, d'une monarchie absolue, pouvoir politique devenu indépendant des féodaux et de l'Eglise.

Cet Etat va se développer durant un siècle et demi, jusqu'à la Révolution, comme un appareil politique bourgeois. Tirant sa légitimité du roi, l'Etat monarchique, symbolisé par Colbert, Turgot, Necker, s'occupe de développer le capital commercial et manufacturier, ce qui lui permet de développer une fiscalité moderne.

Si le roi a posé problème à la bourgeoisie, jusqu'à provoquer les événements révolutionnaires de 1789, c'est qu'il reste borné à refuser une évolution vers la monarchie constitutionnelle, et qu'il refuse de mettre la fiscalité, le droit de propriété et de commerce, en conformité avec les aspirations bourgeoises de libre propriété individuelle, du droit de travailler et commercer librement, d'abolir les privilèges fiscaux, ainsi que les ordres et les corporations qui enferment leurs activités dans des cadres très étroits, alors que le développement des techniques et des échanges ouvre de nouvelles possibilités.

Mais pour ce qui est de l'Etat, les bourgeois y ont toute leur place. Ils assument eux-mêmes nombre de tâches administratives, économiques, intellectuelles. Ils sont dans la machine, en connaissent les rouages. Si cette bourgeoisie va faire le choix de s'allier au peuple, c'est que devant sa volonté de réforme de l'Etat, elle va trouver une monarchie obstinément figée. Et si cette alliance va finir par prendre un tour particulièrement violent, c'est encore du fait du roi qui fait le choix de faire alliance avec les armées étrangères.

On a souvent en tête comme explication à l'origine de la centralisation de l'Etat actuel, l'œuvre de la Révolution française et des Jacobins. En réalité, les toutes premières années issues de la Révolution connaissent un Etat très peu bureaucratique. Les échelons locaux, communes, arrondissements, départements, sont composés d'autorités élues qui ont aussi une très large autonomie. Cet Etat se méfie des fonctionnaires, les veut peu nombreux, et obligatoirement élus, comme tout pouvoir. L'idée, utopique certes, est que l'Etat doit être directement lié à son peuple.

La grande idée bourgeoise dans la Révolution française, c'est celle du triomphe de l'individu. Lui seul doit exister, d'où ce refus de toute sorte d'association, qui se placerait entre l'Etat, censé représenter l'ensemble des individus citoyens, et chacun. C'est d'abord cette idée qui guide l'énonciation de la loi Le Chapelier du 14 juin 1791. Elle interdit toute association tant aux maîtres qu'aux ouvriers. Non seulement il est interdit de s'associer, mais aussi de passer des conventions, de faire des pétitions, de poser des affiches.

Mais tout ceci va être profondément modifié, dans le sens que nous connaissons aujourd'hui, par Napoléon 1^{er}, qui prend le pouvoir par le coup d'Etat du 18 Brumaire, journée du 9 novembre 1799. C'est lui qui crée le corps des préfets, nommés par lui-même, c'est lui qui multiplie les grandes administrations fonctionnalisées, qui vont mettre à l'écart les citoyens de tout contrôle du travail des hommes au pouvoir.

Pour ce qui est du rapport entre maître et ouvrier, mis à égalité dans cette vision, on a vu comment par la loi Le Chapelier, la réalité va se montrer différente et très crue. La soi-disant liberté d'aller se faire embaucher ailleurs est annulée par le livret ouvrier. La loi du 30

novembre 1803 indique que le patron garde ce livret tout le temps qu'il emploie son ouvrier. Cela permet de signaler à tous les patrons un ouvrier récalcitrant, puisqu'il est indispensable à l'obtention d'un nouvel emploi. Tout ouvrier qui voyagerait sans son livret serait « *réputé vagabond et pourra être arrêté comme tel* ».

Dans les conseils de Prud'hommes créés en 1805, siègent 5 patrons et 4 chefs d'atelier, aucun simple ouvrier ; la règle dit que « *le maître est cru sur sa seule affirmation* ». Un décret du 3 août 1820 ajoute à cela que la police et la prison sont mis à la disposition du patron dès qu'il en éprouvera le besoin : « *Tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline dans l'atelier... pourra être puni par les prud'hommes d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois jours* ».

L'Etat d'aujourd'hui n'a plus rien de cette crudité. Nous verrons plus loin pourquoi et comment il a évolué, affichant un contenu désormais social, se situant apparemment au-dessus des classes sociales. Mais l'Etat de l'époque est encore bien simple, souvent assuré par les bourgeois eux-mêmes. Il ne peut rien cacher de sa nature : il est là pour défendre la propriété privée, la servir et lui permettre de se développer.

Pourtant, l'ouvrier de l'époque n'en conclut pas que l'Etat est une machine dont il ne peut rien faire. Se sentant plutôt fier d'avoir collaboré au changement de régime que vient de connaître la France, il considère que si l'Etat sert des intérêts particuliers, ceux des patrons et des bourgeois, c'est qu'il manque de représentants du peuple en son sein. Que c'est une question de personnes. Et cette manière de voir va l'entraîner à deux reprises, lors des Journées de 1830, puis celles de Février 1848, à soutenir des couches petites-bourgeoises, artisans, commerçants, elles aussi écartées de tout pouvoir politique par le suffrage censitaire, et qui réclament le droit de vote.

Mais si à cette époque, l'Etat est effectivement, directement, aux mains des puissants, des propriétaires, que ce soit les propriétaires fonciers, ceux du commerce, des usines et de la finance montante, c'est que l'Etat bourgeois à proprement parler en est à ses débuts, et que le bourgeois a tiré comme leçon du passé qu'il doit lui-même assumer sa propre lutte.

Et c'est aussi que l'ouvrier de ces débuts du 19^e siècle détient encore une force, une puissance, dont il peut faire usage face au patron. Cette puissance, c'est son métier. Les machines sont encore loin d'avoir remplacé tous les gestes, les tours de main et l'habileté qu'il a fallu des années pour acquérir et qui se transmettent de génération en génération. L'ouvrier est donc encore propriétaire de sa technique de travail, et la lutte du patron pour lui soutirer quand même tout le fruit de son travail apparaît alors crûment.

Au total, si l'on jette un vaste regard sur l'Etat bourgeois, depuis ses origines royales embryonnaires jusqu'au milieu du 19^{ème} siècle, il s'affirme comme un Etat pris en mains par les bourgeois eux-mêmes, un Etat ouvertement et violemment anti-ouvrier.

Cet Etat est déjà en train de se doter de nouvelles fonctions. Les fonctions de répression, assurées par la police, l'armée, la justice, sont les plus voyantes. Mais il en est d'autres qui se développent, et sont tout aussi importantes pour les plus gros des propriétaires de capitaux. Par exemple, en 1842, une Charte des Chemins de Fer est établie pour la construction des nouveaux réseaux de chemins de fer ; l'Etat prend à sa charge l'acquisition des terrains, les travaux de terrassement, la construction des ouvrages d'art. Il ne laisse aux frais des compagnies privées que les voies, le matériel fixe et le matériel roulant. De même,

l'Etat met en œuvre des expéditions militaires à but colonial dès les débuts du 19^{ème} siècle, avec l'ambition d'ouvrir pour la production nationale des sources de matières premières réservées, non ouvertes à la concurrence. Il développe aussi le système du crédit, base essentielle au développement d'un capitalisme nécessitant la mise en œuvre de capitaux de plus en plus énormes.

Et jusque 1848, l'Etat est toujours, ouvertement, directement, aux mains des oligarchies foncière ou financière. L'essentiel de ces fonctions sont au mains de bourgeois eux-mêmes et des divers propriétaires des richesses sociales du pays. Dans un résumé de l'histoire du développement de l'Etat qu'il fait en 1852 dans son « *18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* », Marx conclut ainsi : « *Toutes les révolutions perfectionnèrent cette machine au lieu de la briser. Les partis qui se disputèrent à tour de rôle le pouvoir considéraient la main mise sur cet énorme édifice d'Etat comme le but principal du vainqueur* ».

Mais de son côté, lors des Journées révolutionnaires de Juin 1848, le prolétariat parisien va faire un nouveau pas : il se dissocie complètement, tout entier, de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Et là, il va voir la machine d'Etat lancer toute sa hargne contre lui comme jamais contre aucune autre classe sociale. La répression sera terrible.

Le prolétariat en tirera une leçon essentielle : « *nous autres, prolétaires, classe de ceux qui ne détiennent aucune propriété privée, nous ne pouvons rien obtenir de l'Etat ; pire, c'est une machine qui peut se révéler directement mortelle contre nous* ». Et de cette leçon, naîtra, une génération plus tard, en 1871, la gigantesque expérience de la Commune de Paris : l'on ne peut pas se servir de l'Etat bourgeois, il faut le remplacer par notre propre pouvoir, un pouvoir constitué sur des bases nouvelles. Marx ajoutera cette leçon dans une nouvelle Préface de 1872 à l'historique « *Manifeste du Parti communiste* » qui datait de 1848 : « *la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte* ».

De ces deux épisodes révolutionnaires, 1848 et 1871, qui voient s'affronter directement les deux pôles des classes sociales modernes, prolétariat et bourgeoisie, l'Etat va sortir transformé, modifié profondément, même si sa raison d'être, la défense de la propriété privée, reste toujours présente.

1848 d'abord accouche du suffrage universel. Le suffrage censitaire, ouvertement indexé sur la richesse, donc sur la propriété privée, disparaît. Mais si la bourgeoisie entrouvre un peu les portes du pouvoir en laissant maintenant l'ensemble des hommes –pas les femmes– voter, c'est en modifiant dans le même temps la réalité des pouvoirs exercés à ces postes élus. Les bourgeois qui les détenaient changent de postes, les laissent désormais accessibles à des élus pouvant provenir de couches plus populaires, mais ils emportent avec eux les enjeux de pouvoirs liés à ces postes.

Ce qui pouvait se décider là commence à être vidé de son contenu, et les décisions les plus essentielles sont reportées ailleurs, à des postes non éligibles : aux sommets de l'administration, dans les conseils d'administration des entreprises, dans les clubs bourgeois privés, dans les réunions de la franc maçonnerie, etc.

Mais plus encore, la bourgeoisie commence à avoir confiance dans l'Etat qu'elle a bâti depuis un demi-siècle. Les écoles fondées par Napoléon forment et formatent des

fonctionnaires tout dévoués à l'Etat. Enfin, chacun des rouages de la machine étatique est contrôlé directement et immédiatement par les rouages qui le touchent, et tous sont fondamentalement allergiques à une quelconque remise en cause de la propriété privée. Les bourgeois ont pu l'expérimenter au moins localement ou partiellement : une telle machine fonctionne toujours de la même manière, indépendamment des hommes qui y sont placés.

Autre changement important dans la présentation et l'image que l'Etat veut désormais donner de lui-même. Il veut maintenant apparaître comme indépendant de la bourgeoisie, devenue une cible trop voyante parce que trop liée à l'Etat. Cela sera dit très clairement par Louis-Napoléon Bonaparte qui déclare le 2 décembre 1851 qu'il estime que sa mission consiste à « *fermer l'ère des révolutions en satisfaisant les besoins légitimes du peuple* ». Sous Napoléon III, l'Etat s'appuie socialement sur les couches paysannes, retournées dans le cours des événements de 1848 contre la classe ouvrière.

Mais que l'Etat agisse avec le soutien d'une classe ne signifie en rien qu'il en est devenu ni l'otage, ni le serviteur. Napoléon III va opérer une sorte de partage des tâches : aux bourgeois eux-mêmes la domination directe dans tous les domaines de la vie civile, entreprises, enseignement, territoires, Eglise ; à l'Etat et ses fonctionnaires « indépendants » la domination générale sur la société au service du capital, de sa concentration, de son développement, de sa protection face aux concurrents, et de la reproduction de tout le système de génération en génération.

Après 1848, les propriétaires fonciers sont écartés du pouvoir politique, et le capitalisme industriel va prendre son essor en France, coloré par l'esprit des Saint Simoniens. L'Etat va alors aider à ce développement, qui va voir le doublement des réseaux de chemins de fer, l'assèchement des Landes et de la Sologne, les gigantesques travaux d'Hausmann qui remodelent Paris, l'instauration par les frères Pereire d'un système de crédit à la hauteur.

Dès 1850, l'Etat français est un énorme appareil comprenant un million de fonctionnaires que Marx décrit en ces termes : « *un effroyable corps parasite qui enserre, tel un filet, le corps de la société française, en obstrue tous les pores...* »

On peut aussi dater des lendemains de 1848 la scission essentielle du mouvement ouvrier, entre réformistes et révolutionnaires. Après les événements de 1848, et bien que l'on ait maintenant clairement vu l'Etat répondre aux demandes du prolétariat par la violence et le bain de sang, un courant continuant de se dire socialiste s'entête à en appeler à cet Etat, et à vouloir y envoyer ses chefs à sa tête, pour satisfaire les intérêts du peuple. Cette attitude pouvait être compréhensible avant 1848, elle n'est plus acceptable comme étant celle de camarades avec qui l'on aurait une divergence d'appréciation. L'histoire le confirmera, désormais, cette aile dite « réformiste » du socialisme se comportera comme une aile gauche de la bourgeoisie.

Mais, nous l'avons vu et dit : malgré cette cristallisation nouvelle d'un socialisme réformiste qui de fait collabore au maintien du monde bourgeois, malgré les illusions électoralistes qu'a pu développer l'instauration du suffrage universel mâle, le mouvement ouvrier français des années 1860 a su surmonter l'illusion d'un Etat dont il faudrait occuper les postes pour changer sa vie. Avec la Commune de Paris de 1871, on voit le prolétariat laisser totalement de côté l'immense machine étatique qui a envahi Paris. Certes, de simples travailleurs vont occuper des locaux laissés vides par les hauts fonctionnaires enfuis à Versailles. Mais ils y réinventent tout le contenu de la fonction.

La Commune va inventer –ou réinventer- l'éligibilité de tous les responsables, la révocabilité et le contrôle des élus, leur rétribution à un salaire très modeste combattant l'arrivisme et la corruption.

Après la Commune, l'évolution de l'Etat pour mieux le faire apparaître comme indépendant des classes sociales va connaître une accélération cette fois sous l'angle de son action même, avec l'inauguration de l'Etat social, plus tard appelé Etat providence. La Commune de Paris a montré aux bourgeois aussi la capacité des ouvriers à se passer de leur Etat et à inventer d'autres formes d'organisation politique, plus du tout au service de la propriété privée et de son accumulation.

Après la sanglante répression des communards, l'Etat, dans le souci de « *l'intérêt général* » du capital, va commencer à systématiquement se poser la question de comment canaliser la lutte ouvrière, pour éviter de se retrouver à nouveau dans une situation où il risquerait d'être emporté.

C'est dans cette fin de 19^{ème} siècle que l'Etat va instituer un droit du travail, des règles qui vont permettre de réussir le tour de force de le faire apparaître moins dépendant de la seule bourgeoisie. L'exploitation et la misère de la classe ouvrière sont encore grandes, mais en 1864, elle obtient le droit de coalition. C'est la fin de l'époque ouverte avec la Loi Le Chapelier, et les premiers pas vers le syndicalisme, le droit de grève reconnu, et se créent aussi les premières mutuelles. 1874, réduction de la durée de travail pour les femmes, création de l'Inspection du Travail ; 1884, loi Waldeck-Rousseau accordant la liberté de création des syndicats ; 1890, le livret de travail est aboli ; 1892, durée de travail pour les femmes et les enfants réduite à 11 heures ; 1899 reconnaissance des délégués syndicaux par l'Etat ; 1900 limitation de la durée du travail à 10 heures par jour ; 1906 repos hebdomadaire légalisé ; 1910 première loi sur les retraites ouvrière et paysanne.

Le monde ouvrier, qui a encore en tête le souvenir de la répression de la Commune de Paris, ne change pas d'avis sur l'Etat du jour au lendemain. Et c'est sans grand enthousiasme, pendant toute période, que des lois sociales seront promulguées, d'en haut. Comme le constate François Xavier Merrien, dans l'Etat providence (Que sais-je ?), « *Dans quasiment aucun pays, durant cette période, le mouvement ouvrier n'a joué un rôle en tant qu'initiateur et de supporter actif et enthousiaste des assurances sociales* ».

La stratégie de l'Etat est d'isoler le mouvement ouvrier de ses pointes révolutionnaires. Et pour cela, il va constituer progressivement, au sein du monde ouvrier, dans les grandes entreprises et toutes les entreprises stratégiques (chemins de fer notamment), des corporations relativement privilégiées, sous une forme ou sous une autre, l'aristocratie ouvrière.

La constitution d'une aristocratie ouvrière, le développement aussi d'une bureaucratie syndicale, la présence d'un socialisme ouvertement réformiste, confortent l'image d'un Etat qui serait indépendant des classes, et l'illusion, le « fétichisme » dit Marx, de cet Etat au-dessus des classes se développe à nouveau, effaçant progressivement dans la masse ouvrière les leçons hérités de la Commune de Paris, les cantonnant aux seuls révolutionnaires.

Faut-il le préciser ? ces évolutions dans la manière dont se présente l'Etat sont essentielles à prendre en compte pour nous, militants révolutionnaires, lorsque nous voulons

nous adresser à la classe ouvrière et à la population travailleuse en général. Car les révolutionnaires, s'ils sont désormais à peu près seuls à voir plus ou moins clairement la nature de l'Etat, ses limites et ses illusions, ne peuvent en aucun cas se contenter de répéter ce que pouvait en dire par exemple le Marx de 1848, à l'issue d'un demi-siècle d'Etat ouvertement et entièrement bourgeois et violemment anti-ouvrier. Ou le Lénine de 1917 dans une Russie soumise à l'Etat tsariste.

Toujours au cours de cette seconde moitié du 19^{ème} siècle, un certain nombre de grands patrons de l'industrie française, les Schneider au Creusot, Meunier à Noisiel, Godin à Guise, se mettent à pratiquer ce qui a été dénommé comme du « *paternalisme* ». Concrètement, ces capitalistes se mettent à utiliser une partie de leurs profits pour prendre en charge la force de travail des ouvriers qu'ils emploient et leurs familles : ils vont se soucier de les loger correctement par rapport aux conditions précédemment faites à la classe ouvrière, de leur permettre un accès aux soins qui évite la dégradation souvent terrible de la santé, et ils mettent également en place les conditions d'une éducation, d'un accès à des produits de consommation, etc.

A y regarder de près, c'est l'ensemble des conditions de la production et de la reproduction de la force de travail qu'ils prennent ainsi en charge. Ces grands patrons ont la conscience qu'on ne peut impunément continuer à exploiter le plus férocement possible celle-ci, au risque de voir des épidémies les toucher eux-mêmes (tuberculose), éprouver des difficultés à trouver une main d'œuvre fidèle et efficace et s'attendre à d'inévitables mouvements de révolte sociale. Ils découvrent ce faisant que le rendement ouvrier peut être amélioré en améliorant les conditions de travail.

Mais cette manière de voir est loin d'être partagée par l'ensemble du patronat. La majorité des entrepreneurs, soit ne le conçoivent même pas, englués qu'ils sont dans une tradition où règne l'équation « exploitation ouverte = profits maximum ». Soit encore que ces patrons n'ont tout simplement pas les moyens financiers et autres d'organiser eux-mêmes la prise en charge de la qualité de la force de travail, et qu'ils n'ont que le choix d'exploiter au maximum.

Or, cette idée de la nécessité d'une force de travail en bon état est évidemment valable à l'échelle du pays. Et puisque la plupart des capitalistes privés sont incapables de l'assurer, c'est l'Etat qui va se mettre à le faire. Le processus ne va plus cesser de se développer, au moins jusqu'aux années 1970.

L'Etat va multiplier les écoles, notamment à vocation technique, adaptant son système scolaire au fur et à mesure des évolutions et de la demande des entreprises, épargnant à celles-ci des frais de formation professionnelle, qui au départ lui incombaient. Il développera pour les mêmes raisons ce qu'on appellera le logement social, des réseaux de transports en commun à grand débit grâce à quoi le patron du petit atelier de banlieue peut disposer d'une main d'œuvre dans des conditions de concurrence plus ou moins égale à celles de la très grande entreprise.

L'Etat socialise les conditions de production de la force de travail, parce que capital est incapable de le faire lui-même. Bien évidemment, nombre de capitalistes ou de petits-bourgeois bornés lui en veulent pour cela, car ils ne voient qu'une chose : ils doivent payer des impôts pour que l'Etat « redonne » aux pauvres ! Ils sont absolument incapables d'appréhender que la réalisation du capital nécessite qu'à l'échelle de tout un pays, les

conditions soient réalisées qui permettent de fournir une force de travail efficace, instruite, disciplinée, assez entretenue pour ne pas devoir se rebeller indûment. Et ils oublient de voir qu'en échange, le coût de la force de travail, ainsi pris en charge socialement, leur est diminué d'autant.

Cela dit, cette politique dite « sociale » de la gestion de la force de travail, qui vise à intégrer une classe ouvrière jusque là étrangère ou rebelle à la société capitaliste, cette politique n'élimine pas le côté répressif et violent de l'Etat lorsqu'il estime que l'opposition de la classe ouvrière n'a pas lieu d'être ou que la forme qu'elle prend ne lui convient pas. Le 1^{er} Mai 1891, il y aura à Fourmies dans le Nord 9 morts lors de la manifestation.

C'est donc pour éviter une radicalisation de la lutte des classes que la bourgeoisie s'est lancée dans ces dépenses sociales d'un certain niveau. Et régulièrement, l'Etat en ajoute une couche sur le côté social, car régulièrement, il lui faut camoufler la réalité de son service voué à la domination du capital. De nos jours, on peut énumérer les allocations logement, études, familiales, parentales, handicapés, de solidarité, chômage, femmes seules, assurance-maladie, accidents du travail, vieillesse, RMI, RSA, emplois-jeunes ou nouveaux emplois jeunes.

Mais l'Etat ne donne pas seulement aux pauvres ou aux défavorisés. Sous divers prétextes, il n'a jamais cessé ce qu'il avait commencé à faire depuis tout petit Etat bourgeois qu'il était, à savoir aider le capital, directement, par des subventions diverses.

Au total, si on comptabilise l'ensemble des aides sociales aux ménages et des aides économiques aux entreprises, le montant atteint 17% du PIB en 1913, le double 34,6% du PIB en 1960 et plus du triple 54% du PIB en 1999.

Dans cette somme phénoménale, à peu près la moitié, 28% du PIB (400 milliards € ; contre 11,3% du PIB en 1990) sont des dépenses dites de prestations sociales en 2000 : cela équivaut à un tiers du revenu des ménages. Une partie de ces sommes est transférée par redistribution, prélevée sur la paye des salariés, en proportion du salaire, pour être réaffectée ensuite à certaines catégories de salariés ou à des catégories écartées du salariat, en fonction de critères sociaux. Le reste est obtenu par l'Etat sous forme d'impôts.

Toute cette gigantesque prise en mains par l'Etat s'est nourrie au départ et reste guidée par le souci de maintenir une paix sociale dans les métropoles impérialistes : les luttes sociales peuvent certes exister, y compris la lutte de classes (grèves, revendications salariales, etc) mais elles ne doivent en aucun cas déboucher sur la contestation du système lui-même.

Lorsque, dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, l'URSS ou Cuba ont pu proclamer à la face du monde capitaliste que d'autres règles économiques pouvaient exister, et qu'elles assuraient un bien être du même ordre aux populations, voire de meilleurs résultats en termes de sécurité d'emploi, de droit au logement, de santé ou d'éducation, l'Etat capitaliste a dû redoubler d'efforts en matière de dépenses sociales. Mais c'était dans le cadre d'une concurrence avec un autre type d'Etat, au fond assez proche de l'Etat bourgeois : l'essentiel est que les populations attendent tout de l'Etat.

Aujourd'hui, on entend un Sarkozy se mettre à rêver tout haut d'une situation telle que même les luttes pour le salaire baissent en intensité au point de devenir des épiphénomènes négligeables. En tout cas, l'Etat a fait de gros efforts pour intégrer à divers postes de grands nombre de cadres des organisations syndicales. L'exemple avait été donné par De Gaulle à la

libération, en échange de l'oubli de la collaboration généralisée de la bourgeoisie avec le fascisme et du désarmement par le PCF lui-même des organisations issues de la Résistance liée à lui.

Cette intégration a été largement développée depuis la crise des années 1970. Et dans le même temps, c'est le nombre de militants sur le terrain qui a fondu, une partie étant éliminée par une répression les visant individuellement. En 2000 l'on disposait d'un chiffre de 15 000 syndicalistes de base, ou de non syndiqués mais représentants du personnel, que les patrons licencient annuellement en France.

Par ailleurs, les grands partis politiques sont devenus des usines à former et sélectionner des politiciens professionnels, candidats utilisables à toutes sortes de postes éligibles ou non, au service de l'Etat. Ces usines, de droite comme soi disant de gauche, fonctionnent si bien que c'est maintenant contre ces partis eux-mêmes que la pléthore de dirigeants de haut vol se retourne.

La machine étatique est devenue bien plus monstrueuse encore que ce que pouvait encore constater Marx de son vivant. Les seuls fonctionnaires étaient en France au nombre officiel de 5 millions en 2000 (3,8 millions de titulaires ; 0,82 non titulaires ; 0,3 emplois-jeunes). Et il faudrait compter bien des organismes para étatiques, SNCF, Poste, et nombre d'institutions, sociétés d'économie mixte, associations qui ne vivent que des subsides de l'Etat ou ne peuvent vivre sans eux.

Aux sommets de cette immense machine étatique, on trouve un monde de hauts fonctionnaires, où la distinction public-privé est totalement secondaire (ils passent constamment de l'un à l'autre de manière à parfaire leur connaissance du système de valorisation du capital), politiciens blindés, dirigeants syndicaux, journalistes vedettes, qui tous ensemble, aux côtés des managers de l'économie, pensent la maîtrise de la production de la vie sociale dont ils sont devenus les seuls propriétaires. Ce qui ne les empêche évidemment pas de chercher à user, dans certaines limites, de leur pouvoir individuel aux détriments d'un autre. Et c'est désormais le reflet de ces mesquines luttes intestines qui servent d'illusion à l'existence d'une démocratie dans les pays riches.

Les fonctions répressives de l'Etat se retrouvent dans tous les Etats de la planète, jusqu'au moindre pays des plus pauvres : police ou armée, violence contre les pauvres et les petits, c'est le dénominateur commun universel de l'Etat. Par contre, l'énorme édifice bureaucratique qui vise à lui donner son aspect indépendant, tout en prenant en charge toutes sortes de fonctions intervenant dans le processus de formation de la force de travail, de son entretien et de l'acceptation de son sort, cet édifice social de l'Etat est limité aux seuls pays impérialistes et à quelques pays-confettis annexes qui leur servent de relais financiers opaques pour le blanchiment et le camouflage de la circulation de leurs capitaux.

La relation est directe entre ce rôle d'impérialisme et la possibilité d'édifier un Etat d'une telle envergure. Sans jamais le dire, mais en le pensant vraiment très fort, les intellectuels de la bourgeoisie ont régulièrement pensé que la solution aux dangers de révolte provenant des classes pauvres et rebelles, c'était le transfert de leurs problèmes vers un sous-monde. Déjà, dans le cadre de la répression de la révolution de Juin 1848, la France a procédé à l'émigration forcée de 20 000 de ces Parisiens damnés de la terre sur les terres d'Algérie.

Cecil Rhodes, homme d'affaires et administrateur colonial anglais, qui laissera son nom à l'Etat de la Rhodésie, déclarait en 1895, après avoir assisté à un meeting de chômeurs à Londres : *"J'étais hier dans l'East-End, et j'ai assisté à une réunion de sans-travail. J'y ai entendu des discours forcenés. Ce n'était qu'un cri : Du pain ! Du pain ! Revivant toute la scène en rentrant chez moi, je me sentis encore plus convaincu qu'avant de l'importance de l'impérialisme... L'idée qui me tient le plus à cœur c'est la solution du problème social, à savoir : pour sauver les 40 millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile meurtrière, nous, les colonisateurs, devons conquérir des terres nouvelles afin d'y installer l'excédent de notre population, d'y trouver de nouveaux débouchés pour les produits de nos fabriques et de nos mines. L'Empire, ai-je toujours dit, est une question de ventre. Si vous voulez éviter la guerre civile, il vous faut devenir impérialiste"*.

Bourgeois Anglais et Français ont découvert et pratiqué de manière empirique la construction du monde colonial. Le marxisme, lui, en donne une explication théorique qui permet de comprendre comment ce système basé sur une différenciation dans les chances de développement du capital a pu en maintenir l'intérêt économique, une fois abolie la domination formelle avec l'accession aux indépendances des pays coloniaux autour des années 1945 à 1960.

De manière générale, dans le système capitaliste, tout capitaliste individuel qui trouve le moyen technique grâce auquel il peut produire une quantité plus grande de marchandises avec le même nombre d'ouvriers et avec le même temps de travail est évidemment gagnant. Mais il faut bien voir que la valeur totale produite par ce capitaliste n'a en fait pas changé. C'est la valeur individuelle de chaque marchandise qui a baissé, puisqu'elles sont en plus grand nombre. Chaque marchandise lui coûte moins cher, mais il va continuer de la vendre à l'ancien prix du marché. Et c'est ainsi qu'il va tirer de ce changement un profit supérieur, une « plus-value extra », dit Marx.

Par contre, et c'est inévitable, les concurrents vont évidemment essayer de copier ce résultat. Et le processus de concurrence va s'enclencher lorsqu'un des concurrents, ayant réussi à abaisser le coût individuel de production de cette marchandise, va, le premier, en baisser le prix de vente. Tous les autres seront alors obligés d'en faire autant. C'est ainsi que le progrès technique se développant dans l'ensemble des secteurs, il se produit une tendance générale à la baisse des valeurs des biens de consommation.

Si maintenant, nous regardons ce qui se produit à l'échelle des divers pays de la planète, on voit bien que dans les pays dominants, une énorme quantité de valeur s'est concentrée et s'est accumulée sous forme de machines, ainsi que sous forme d'avantages technologiques, scientifiques. Et ce sont donc ces pays qui ont accumulé de la plus-value relative cette fois : l'écart sera gigantesque entre les conditions de production d'un même objet. Pire, les objets les plus avancés du point de vue technologique seront seulement produits par un petit nombre de pays dominants, sans aucune concurrence du côté des pays dominés.

Les pays dominants se retrouvent donc en situation d'une domination économique qui leur épargne tout besoin de domination coloniale et militaire. La seule concurrence qui joue vraiment n'est qu'entre pays riches dominants. Et comme ils sont une poignée, il y a en réalité entente, situation de cartel et de monopole de la part de ce monde impérialiste. Cette situation induit donc, automatiquement, un transfert d'énormes quantités de plus-value extra vers les centres impérialistes.

Sans cet accaparement impérialiste des richesses mondiales, il n'y aurait pas l'apparition et le développement de l'Etat sous la forme qu'on lui connaît dans les métropoles impérialistes.

De ce fait, l'on peut parler d'une double aliénation des individus dans les sociétés impérialistes. La première est dans l'acceptation de cette situation injuste, malsaine, qui veut que l'on accepte son sort en écartant désormais l'idée de rébellion, alors que règne une inégalité profonde de traitement entre les divers peuples de la planète, tandis que les échanges, les liens économiques, culturels n'ont jamais été aussi développés.

La seconde aliénation réside justement dans ce fait que l'Etat prend en charge tous les aspects de notre vie. Le système construit les individus comme isolés, dans l'égoïsme, l'aveuglement. Ne laissant que le rôle de spectateur, passif, assisté, sans aucun moyen d'influencer sur la vie et la société. Et plus les individus sont ainsi dépendants de l'Etat, plus ils lui demandent et attendent tout de lui. Ce qui ne les empêche pas, de temps à autre, de lui en vouloir, y compris d'une manière pouvant devenir violente, mais ce n'est jamais pour remettre en cause son existence même.

Lorsque nous voyons des organisations qui se disent révolutionnaires, qu'il s'agisse de Lutte Ouvrière, de la LCR, répéter inlassablement qu'il faut revendiquer des créations d'emplois publics, que l'Etat doit intervenir pour telle ou telle cause soi-disant sociale, nous nous disons que nous sommes loin, très loin, de ce qu'il y aurait à faire et à dire. L'Etat devrait être dénoncé. Et s'il y a une propagande à mener pour des causes ou des activités de protection sociale, c'est au mouvement ouvrier lui-même que l'on devrait les assigner.

Cette gauche qui se prétend encore « extrême » use et abuse du terme de termes comme celui de « service public ». Mais en système capitaliste, le service public est avant tout un service du capital, et s'il faut peut être lutter ici pour le maintien d'un hôpital, là pour celui d'un bureau de poste, toutes ces luttes devraient être assorties d'un autre langage, d'une autre propagande, et d'autres idées. Chaque lutte devrait être l'occasion de dénoncer la réalité de classe qui se cache si bien sous l'épaisseur des tâches sociales de l'Etat, il faudrait dénoncer la paix sociale que l'Etat veut de nous, la manière dont il achète notre acceptation du sort des pays pauvres, auxquels on ne laisse aucun moyen d'envisager cette pseudo solution des « *protections sociales* ». Il faudrait en clair se saisir de chaque occasion de lutte pour faire de la propagande pour une autre société.

Enfin, il nous faut mentionner dans l'Etat un organe tabou, jamais dénoncé comme lié et au service de la classe dirigeante : l'école. L'école est devenue un gigantesque gavage des enfants et de toute la jeunesse. Et pourquoi donc faut-il gaver de programmes pharaoniques des jeunes qui n'ont plus, s'ils veulent travailler sérieusement ces programmes, ni le temps ni l'envie de lire et de réfléchir par eux-mêmes, ni celui de voir et découvrir le monde, encore moins d'apprendre les charmes et les richesses des apprentissages en société ?

Parce que la vie de producteur –ouvrier, technicien ou ingénieur- que la société capitaliste va vouloir d'eux nécessite effectivement des montagnes de connaissances, de qualifications, de capacités de modifier leurs compétences. Et tout ceci, pour pouvoir chacun et tous ensemble, produire, produire et encore produire des tonnes de choses matérielles ou immatérielles, mais des tonnes de choses à vendre, des choses qu'il faut sans cesse renouveler, non parce que l'on en a besoin, mais parce que le maintien du taux de profit

impose des productions renouvelées. Et ils produiront, produiront... jusqu'à la crise ! L'école est un long, très long apprentissage d'une vie entière d'acceptation de l'Etat.